Le cadeau d'Albert Cohen

Mustapha Harzoune

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3197>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.3197

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2015

Pagination : 177-180

ISBN : 978-2-919040-31-5

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Mustapha Harzoune, « Le cadeau d'Albert Cohen », *Hommes & migrations* [En ligne], 1310 | 2015, mis en ligne le 14 décembre 2015, consulté le 14 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3197>

KIOSQUE

LE CADEAU D'ALBERT COHEN

MUSTAPHA HARZOUNE

Depuis une vingtaine d'années plus de 20 000 migrants ont perdu la vie en Méditerranée. En 2014, ils étaient 3 500 victimes pour 219 000 réfugiés et autres migrants ayant réussi à traverser la Méditerranée (contre 60 000 en 2013). Selon l'Organisation internationale des migrations (OIM), sur les quatre premiers mois de l'année, 1 750 migrants y ont trouvé la mort, soit 30 fois plus que durant la même période de l'an dernier. En avril 2015, sur les 31 500 immigrants arrivés en Europe au départ des côtes nord-africaines, plus de la moitié sont des Syriens (8 865), des Érythréens (3 363), des Somaliens (2 908) et des Afghans (2 371) (source HCR, bbc.com, 28 mai). Ces drames en Méditerranée, notamment ceux survenus en avril dernier, ouvrent sur une question, incongrue peut-être : les politiques européennes d'immigration ne seraient-elles pas à la lutte contre l'immigration clandestine ce que les régimes amaigrissants sont à l'obésité : inefficaces, contre-productives et dangereuses ? Parallèle incongru peut-être, mais qui peut servir à admettre que les logiciels utilisés sont inopérants, imbéciles, meurtriers ! À moins d'admettre qu'ils ont une fonction lucrative pour quelques *happy few* et néfaste pour le bien public : permettre à la mauvaise graisse de prospérer quel qu'en soit le coût humain. La mauvaise graisse ? Toubibs véreux et mercantiles, marchés de l'édition prospères et autres officines médiatico-commerciales pour les uns ; réseaux mafieux, au Sud mais aussi

en Europe et gabegie budgétaire pour le bonheur d'officines sécuritaires et militaires pour les autres. Quant aux dangers, ils s'étalent à longueur de colonnes. Exit, ici, les drames individuels de l'obésité et des régimes à répétition. Côté migrations, la Méditerranée est devenue un cimetière. Et pour les rescapés, l'Europe ressemble plus à un purgatoire qu'à un eldorado. Rappelons Albert Cohen : *"Ce pauvre geste impuissant d'un enfant condamnant la haine, je vous le lègue, générations chrétiennes, je vous le lègue par ce testament. C'est mon cadeau. Vous en ferez ce que vous voudrez. Ce n'est plus mon affaire, c'est le vôtre. Jetez-le aux balayures, ce geste d'un enfant pur et bon, si vous le voulez"* (Ô vous, frères humains). Sur les rafiots de fortune et les embarcations de malheur, les enfants sont de plus en plus nombreux. Il y en a même qui naissent à la vie. Une vie en partage avec d'autres "*frères humains*". L'Europe va-t-elle devenir une "*chambre avec vue... sur les morts*", demande Béatrice Delvaux : *"Qu'ils restent chez eux ! (...) Fermer les portes de l'Europe, accroître les contrôles et puis quoi, retourner dormir dans une chambre à coucher, avec vue sur un cimetière d'humains flottant sur une eau de moins en moins bleue ? L'Europe se ment en donnant le sentiment de gérer la crise. (...) Il faut arrêter de se voiler la face et il faut agir avec plus de réalisme, plus de force, plus de solidarité. La crise économique ne peut être l'excuse de ce qui serait notre déshonneur : fermer les fenêtres et laisser la mort*

KIOSQUE

'border' les rives méditerranéennes de l'Europe. Les corps échoués à Lampedusa ont fait entrer ces migrants dans l'histoire de l'Europe. Il ne faudra pas que celle-ci retienne que notre continent s'est lavé les mains, à l'abri derrière ses murs" (Le Soir de Bruxelles, 18 avril).

Europe forteresse

Migreurop et un collectif d'associations dénoncent *"les chefs d'État réunis lors du Sommet extraordinaire de l'Union européenne le 23 avril [qui] ont fait le choix non de sauver des vies mais de renforcer un arsenal sécuritaire en grande partie responsable de ces drames."* L'Onu et l'OIM estiment que *"la réponse de l'Union européenne doit aller au-delà de l'approche minimaliste actuelle (...) qui consiste avant tout à endiguer l'afflux de migrants et de réfugiés."*

De fait, ce 23 avril, la principale décision des chefs d'État consista à tripler les moyens alloués à Triton. Exit l'opération Mare Nostrum, après le refus de membres de l'Union européenne de participer à son coût opérationnel, soit neuf millions d'euros par mois supportés par la seule Italie. Pourtant, entre octobre 2013 et octobre 2014, grâce à Mare Nostrum, 200 000 vies ont été sauvées en Méditerranée (L'Express.fr, 20 avril). Le budget de l'opération Triton reste trois fois moins élevé (2,9 millions d'euros sur un budget de l'UE de 162 milliards d'euros). La mission de Mare Nostrum était de sauver des vies. Celle de Triton vise à surveiller les frontières. Sale temps en Méditerranée pour une politique inefficace. Pour la ministre adjointe allemande à la migration, aux réfugiés et à l'intégration, Aydan Özoguz *"il était illusoire de penser que supprimer Mare Nostrum empêcherait les gens de tenter une traversée dangereuse de la Méditerranée"*. De fait, l'argument de *"l'appel d'air, usé jusqu'à la corde, est contredit par les faits. (...) La fin de Mare Nostrum n'a pas mis fin aux traversées. Contrairement à ce qu'ont déclaré la plupart des responsables européens en leur temps,*

la présence des bateaux italiens n'a pas encouragé les passages, de même que les naufrages ne les dissuadent pas" (Carine Fouteau, Blog Média-part, 21 avril).

Chacun pour soi

L'Europe, continent riche, peuplé de plus de 500 millions d'habitants, subirait des *"crises migratoires"* (The Huffingtonpost, 30 avril) quand les arrivées par mer se chiffrent à 200 000 rescapés – pour l'heure et pour la seule année 2014 ! Après avoir évoqué la faiblesse des sommes allouées à la solidarité européenne pour en conclure que *"l'Europe a les moyens d'un plan de sauvetage"*, l'auteur montre qu'en matière d'accueil des demandes d'asile c'est le chacun pour soi : en 2014, l'Allemagne a instruit près d'un tiers des 625 000 demandes, devant la Suède et l'Italie. *"Si l'on regarde du côté du taux d'acceptation (...), les déséquilibres sont là aussi criants : pour une moyenne européenne de 45 % en 2014, ils ont oscillé entre 76 % en Suède, 58 % en Italie, 41 % en Allemagne, 21 % en France et 9 % en Hongrie..."* *"Ce déficit de solidarité peut générer des défaillances dans les contrôles opérés aux frontières extérieures communes : soit parce que les États concernés n'ont pas les moyens de faire face à des flux migratoires massifs ; soit parce qu'ils n'ont pas la volonté de garder sur leur sol des migrants souvent désireux d'atteindre d'autre pays, alors que le 'Règlement de Dublin' prévoit justement que ces migrants présumés illégaux doivent demeurer dans le pays via lequel ils ont accédé à l'UE"* (voir aussi L'Humanité du 4 mai).

Pour répartir la charge des demandes d'asile, M. Juncker, le président de la Commission a plaidé pour la *"mise en place d'un système de quotas"* par pays (Le Monde, 29 avril). L'idée se heurte à bien des oppositions : *"Nous sommes contre un système de quotas centralisé par la Commission"*, explique l'UMP Arnaud Danjean. Idem du côté des parlementaires polonais, des États d'Europe

centrale et de l'Est en général ou de la Grande-Bretagne. Et certains sociaux-démocrates *"estiment que les quotas ne sont pas respectueux du droit des migrants à choisir leur lieu d'installation"*. La proposition a d'autant moins de probabilités d'aboutir qu'elle se heurte *"à la peur de réactions xénophobes au sein des populations, et aux velléités des politiques d'extrême droite"* (Le Monde, 29 avril).

Mauvaise graisse

Alors les naufrages se succèdent ! Et la fermeture des frontières fait prospérer réseaux de passeurs et mafias traditionnelles. Emilien Urbach (L'Humanité, 4 mai) dresse la liste des *"juteux profits"* de ces mafias qui ont pris le contrôle de certains centres pour réfugiés. Le Centre d'accueil pour demandeurs d'asile (Cara) de Mineo en Sicile, le plus important d'Italie (4 000 personnes pour une capacité de 1 800 places) est devenu *"un espace de non-droit où prolifèrent toutes sortes de trafics"* : réseaux de prostitution, travailleurs sans droits, surexploités et parfois retenus dans des conditions inacceptables par les propriétaires des orangeries alentour. Le Cara serait même devenu une des bases avancées des réseaux nord-africains de passeurs capables d'organiser, en Europe même, des *"départs vers d'autres pays européens"*.

Ce *"business des migrants"* comprend aussi les *"arnaques"* à l'extorsion de fonds publics, à commencer par l'obtention des contrats de gestion des Cara. À Lampedusa, *"la mafia fait déjà ses affaires en accueillant des migrants dans des centres exploités par des sociétés privées sur délégation de l'État"* (RFI, 13 février). Emilien Urbach rapporte aussi les retenues de 50 centimes par jour sur les 5 euros d'indemnités prévues pour les demandeurs d'asile et les réfugiés : *"50 centimes d'économie par jour, multipliés par 4 000 résidents, pendant plusieurs mois... Des sommes que la mafia ne compte pas laisser passer."* Autre escro-

querie : quand les gestionnaires octroient leur indemnité aux résidents, *"celle-ci est souvent divisée par deux. Le réfugié l'obtient en rechargeant quotidiennement une carte de paiement. Mais cette carte n'est utilisable qu'à l'intérieur du camp, où les prix sont nettement supérieurs à ceux pratiqués à l'extérieur"*. L'Europe serait sans moyens, revêche à aider des populations qui fuient parfois des guerres dont elle a aussi sa part de responsabilité, alors que réseaux et mafias s'enrichissent sur le dos des migrants devenus un *"business"* plus rentable que le trafic de drogue.

Le 21 avril, sur son blog, Patrick le Hyaric, directeur de L'Humanité écrit : *"L'Europe serait riche pour ériger des barrières, payer des guerres et si chiche pour mettre en place un dispositif de surveillance et d'intervention maritime, conforme au droit de la mer, pour protéger la vie de celles et ceux qui fuient l'enfer ? L'Europe protectrice, solidaire et fraternelle, devrait cesser de criminaliser les migrants, les accueillir sur l'ensemble de son territoire et ne pas laisser l'Italie seule supporter le poids des tragédies et avoir l'audace de proposer un plan de co-développement Euro-Méditerranée et Euro-Afrique. Dès lors que la situation ainsi créée est pour l'essentiel le résultat des guerres d'Irak ou de l'intervention en Libye, des catastrophes climatiques ou de la guerre économique mondiale, il s'agit d'une question aux dimensions internationales. Elle appelle donc une action pour des solutions internationales."*

"Des ponts, pas des murs"

Dans un rapport dénonçant les *"naufrages de la honte"*, Amnesty appelle à réagir. Pour Geneviève Garrigos, présidente d'Amnesty France, *"il est temps que l'Union européenne comprenne que la fermeture des frontières n'est pas tout, (...) sauver la vie des gens doit devenir une priorité par rapport au contrôle des frontières"*. À court terme, Amnesty demande aux gouvernements européens de *"fournir de toute urgence à*

KIOSQUE

l'Italie et à Malte le soutien financier et logistique requis pour renforcer leurs capacités de recherche et de sauvetage". Solidarité donc. Carine Fouteau (blog Médiapart, 21 avril) rappelle que "les ONG et le HCR défendent (...) l'assouplissement de la politique des visas des États membres. (...) Voyager légalement est non seulement beaucoup plus sûr mais aussi nettement moins cher : un billet d'avion ne coûte rien comparé aux milliers d'euros à déboursier pour les passeurs". Migreurop et plusieurs associations appellent l'Europe à ériger "des ponts, pas des murs" contre les naufrages en Méditerranée. L'appel "exhorte" les États membres "à mettre en œuvre sans délai une véritable opération de sauvetage en mer, (...) à mettre en place un mécanisme d'accueil des personnes migrantes et réfugiées sur la base de la solidarité entre États membres (...), à ouvrir des voies d'accès au territoire européen pour les personnes migrantes et réfugiées, dans le respect du droit international et européen". Irréaliste ?

Utopique ? Peut-être. Mais, Thomas Cluzel, dans sa revue de presse internationale (France Culture, 13 mai) cite ce commentaire de l'hebdomadaire tchèque Reflex : "L'Europe devrait faire en sorte que les conditions de vie changent dans les pays de départ, faute de quoi il discerne deux scénarios envisageables. Scénario numéro un : l'ouverture de l'Europe à tout le monde, ce n'est pas la place qui manque. Partageons donc la richesse que nous avons en surabondance. Ou scénario numéro deux : reconduire dans leur pays tous les migrants, sans exception (...). Mais, si nous optons pour ce second choix, prévient aussitôt son confrère croate Vecernji List, alors il faudra redéfinir les valeurs fondamentales européennes qui formaient jusqu'à aujourd'hui notre définition du droit et de la dignité humaine, écrit-il, avant de préciser : il n'existe pas de troisième voie et tout compromis passé entre ces deux extrêmes ne fera qu'apporter des milliers de cadavres sur nos rivages." ■